Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Israël prêt à rejoindre le club des nations les plus riches

Par Jonathan Cook
Mondialisation.ca, 13 mars 2010
The National 8 mars 2010

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Économie
Analyses: LA PALESTINE

*Un article récent d'un journaliste est venu éclairer un des aspects les moins médiatisés de la politique d'influence de l'Etat sioniste et de sa volonté de se ranger résolument dans le camp occidental , porteur dans un mouvement de l'énergie du désespoir, de l'étendard du capitalisme sans frontière . Israël a entamé une longue démarche pour être admis au sein de l'OCDE * L'OCDE, organisation de coopération et de développement économique, est une organisation internationale discrète. Elle a succédé en 1961 à l'OECE, organisation de coopération économique européenne mise en place par les Etats-Unis en 1947 pour organiser la distribution des fonds du plan Marshall en Europe.*

Le marché politique était simple : « Vous états européens affaiblis par la guerre acceptez notre aide financière pour aider à votre reconstruction mais, en échange, vous devez mettre en place un régime économique et social permettant l'ouverture de vos marchés à nos banques et à nos multinationales et accepter toutes les règles du système capitaliste dont nous sommes, nous Etats-Unis, les promoteurs. » Sous-entendu : l'OECE établit les règles de fonctionnement du « camp occidental » au moment où les anglo-saxons Etats-Unis et Grande –Bretagne lancent la guerre froide.

Le plan Marshall achevé, l'OCDE a continué à être le lieu où s'élabore la politique économique et sociale des grands Etats capitalistes développés et cette organisation peut être considérée comme le gardien de l'orthodoxie capitaliste mondiale. Elle ne légifère pas, elle ne condamne pas, elle surveille, toujours, elle admoneste, à l'occasion, et rien de ce qui se prépare ou se décide en matière économique et sociale dans un de ses Etats membres n'échappe à sa vigilante attention.

Sans jamais s'en vanter les gouvernements des pays membres sont extrêmement attentifs aux observations qu'elle formule sur leur politique et très sensibles à ses remontrances. Il est fréquent que des critiques de l'OCDE deviennent des antiennes politiques et médiatiques rebattues. Ainsi la « rigidité du marché et du droit du travail en France » obstacle au développement de la précarité a été dénoncée par l'OCDE bien avant d'être reprise en cœur par le patronat et par la droite et admise idéologiquement comme cadre de réflexion par la social-démocratie quand elle était au pouvoir.

Passée la période la plus tendue de la guerre froide, l'OCDE a élargi son horizon et a admis des nouveaux membres en commençant par les amis anglo-saxons : Australie et Nouvelle Zélande. Tous étaient « politiquement corrects » mais certains furent admis dans le club des pays industriels riches même si leur niveau de développement n'était pas égal ou si leur législation sociale n'était pas très présentable dans la devanture du « Monde libre ». Ainsi

la Turquie fut membre fondateur en 1961 alors qu'elle était beaucoup plus une base militaire avancée à la frontière Sud de l'URSS qu'un pays développé .La Corée du Sud admise en 1996 dés qu'elle sortait à peine de l'état d'exception instauré avec des variantes après la fin de la guerre (1953) pour lui permettre à marches forcées et sous une poigne de fer de se transformer en trois décennies en un « dragon » économique , vitrine du capitalisme occidental face aux communistes nord-coréen et chinois. Quant au Mexique que les Etats-Unis voulaient faire sortir de sa période de nationalisme économique ombrageux pour l'ouvrir au grand vent du libre-échange et en pratique et prioritairement au Capital Etasunien il fut admis dans l'OCDE le jour même de l'ouverture des frontières de l'Alena en 1994 .

Aujourd'hui après avoir intégré certains pays d'Europe Centrale après la disparition du COMECON l'OCDE poursuit son élargissement et plusieurs candidatures : Chili, Estonie, Israël, Russie et Slovénie sont en examen depuis 2007.

Le cas le plus intéressant est celui d'Israël. En effet, on pourrait croire que ce pays ultra capitaliste et puissamment parrainé n'aurait aucune difficulté à être admis dans le club. Mais l'OCDE ne se comporte pas simplement comme une amicale de riches et soucieuse de sa respectabilité elle a fixé des critères en matière d'adhésion. Même si ces critères ont été appliqués avec souplesse dans certains cas comme le niveau de développement de la Turquie en 1961 ou le droit syndical en Corée du sud en 1996, ils restent en vigueur.

L'article qui suit , traduit par COMAGUER, (Au fil des jours, no 62) a été publié récemment dans un quotidien d'Abu Dhabi et reproduit par la revue étasunienne COUNTERCURRENTS. Il donne un éclairage intéressant sur l'Etat sioniste et sur les problèmes que pose cette éventuelle adhésion à divers pays membres de l'OCDE (qui ne sont pas nommés). Ce document et les problèmes soulevés montrent qu'en fait l'Etat sioniste à divers égards est considéré par les experts de l'OCDE comme une sorte d'Etat –Voyou en matière économique et social comme il l'est en matière diplomatique (non respect permanent des résolutions de l'ONU et armement nucléaire). Pour cette raison il parait du plus grand intérêt pour le soutien à la cause palestinienne de faire obstacle à l'adhésion d'ISRAEL à l'OCDE.

Nazareth, le 8 mars 2010

Un club exclusif des pays les plus développés du monde est disposé à admettre Israël comme membre bien qu'un document interne confidentiel indique, qu'ainsi sera approuvée l'occupation illégale par Israël des territoires palestiniens et syriens. Israël a été informé que son accession à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est quasi assurée quand les 30 Etats membres se réuniront en Mai. Mais un projet de rapport de l'OCDE reconnait qu'Israël n'a pas rempli une des conditions principales de l'organisation sur la fourniture de données précises et transparentes sur son activité économique.

L'information fournie par Israël, note le rapport, inclut non seulement l'activité économique de ses citoyens à l'intérieur de ses frontières reconnues mais également celle des colons juifs qui vivent dans les territoires occupés de Jérusalem est, de la Cisjordanie et du Golan en violation du droit international. L'accession d'Israël à l'OCDE dans de telles conditions menace d'embarrasser sévèrement plusieurs des Etats membres de l'organisation, particulièrement ceux qui sont membres de l'Union européenne et qui ont publiquement déclaré ne pas vouloir se rendre complices de l'occupation.

Le rapport de l'OCDE propose que ces difficultés légales soient évitées en demandant à Israël de produire de nouvelles statistiques dans l'année suivant son accession en excluant la population des colons – bien que , comme un fonctionnaire d'OCDE l'a admis, Israël ait la capacité ,après être devenu membre, d'opposer son veto à une telle demande. « L'OCDE semble être ainsi déterminée à admettre Israël et elle se prépare à dissimuler les crimes de l'occupation » a dit Shir Hever, un économiste basé à Jérusalem. Israël a fait du lobbying pendant presque 20 années pour entrer à l'OCDE, organisation fondée en 1961 pour que les démocraties industrialisées riches se rencontrent et coordonnent leurs politiques économiques et sociales. Elle (l'OCDE) inclut les Etats-Unis et la majeure partie de l'Europe. « Les avantages financiers sont relativement modestes, mais c'est un grand prestige d'y être admis » a dit M. Hever. Le « Israël a travaillé très dur pour obtenir son admission parce qu'il croit que l'accession conférera la légitimité internationale à l'occupation. »

Plusieurs pays avec un niveau de développement plus bas qu'Israël ont été déjà acceptés, y compris la Turquie, le Mexique et la République Tchèque. Les précédents rejets d'Israël pense-t-on généralement, étaient largement dus au fait que beaucoup d'états étaient mal à l'aise pour admettre Israël alors qu'il occupait les territoires palestiniens de Jérusalem est, Gaza et la Cisjordanie et les Hauteurs du Golan appartenant à la Syrie. Cependant, Israël a été en 2007 formellement invité à ouvrir des négociations pour l'adhésion après une action intense de Stanley Fischer, le gouverneur de la banque de l'Israël. On s'attend à ce que l'adhésion apporte la stabilité financière à l'économie de l'Israël, attire l'investissement et réduise la prime du risque de pays.

Le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurria, est venu en visite en janvier, et après un examen de l'économie d'Israël, il a laissé entendre que l'admission cette année était certaine.
Cependant, un projet de rapport coulé par le comité de l'OCDE sur les statistiques, établi le mois dernier après leur examen, montre qu'il ya des problèmes majeurs dans les données présentées par l'Israël. Selon ses règles, l'OCDE prend en compte l'activité économique en dehors des frontières reconnues d'un état candidat dans des cas très limités, comme celui des transferts de fonds des travailleurs migrants. Mais étant donné que ce statut ne s'applique pas aux colons illégaux vivant dans les territoires occupés, le comité de l'OCDE dit que soit les colons sont exclus des données soit toutes les personnes vivant dans les territoires – y compris les Palestiniens – sont incluses.

« Israël a été rejeté parce qu'il a toujours refusé, même dans ses propres données internes, de différencier Israël et les territoires occupés » a dit M. Hever. Jérusalem est et le Golan ont été annexés par Israël en violation du droit international.

« L'OCDE traite Israël comme s'il avait sept millions de citoyens quand, en réalité, il en a 11 millions de sujets, dont quatre millions sont des Palestiniens vivant sous occupation » a dit M. Hever. « S'ils étaient inclus dans les données soumises à l'OCDE, l'admission d'Israël devrait être refusée en raison des énormes disparités dans la richesse. »

Meron Benvenisti, un ancien adjoint au maire de Jérusalem, a remarqué récemment qu'il y avait un rapport de 20 contre 1 entre le produit intérieur brut par habitant d'un israélien et celui d'un palestinien de Gaza. Mais plutôt que de conclure qu'Israël n'est pas parvenu à satisfaire aux critères d'entrée dans l'organisation, le comité propose un contournement : Israël peut être accepté dans l'organisation et disposer d'une année pour soumettre de nouvelles données en excluant les colons.

Tim Davis, un fonctionnaire d'OCDE au comité de statistiques à Paris, a dit qu'il ne pourrait pas présenter ses observations sur le rapport parce que son contenu était confidentiel mais a convenu que rien ne pourrait empêcher Israël de ne pas tenir cet engagement dans le futur. « Dans un cas semblable, on ne peut pratiquement rien faire. Nous travaillons sur la base de la coopération, pas de la pression. »

On rapporte que Israël a échoué sur d'autres critères d'entrée, y compris sur la corruption et sur les violations de copyright.

L'OCDE a exigé des Etats membres qu'ils s'attaquent à la corruption depuis qu'elle a approuvé une convention contre la corruption en 1997. Israël, cependant, a été rangé l'année dernière au trente-deuxième rang dans un classement important sur la corruption, concernant en grande partie les 6 milliards de dollars de chiffre d'affaires de l'industrie d'armement du pays.

Les sociétés d'armement d'Europe et des USA ont menacé de faire capoter la demande d'adhésion d'Israël à l'OCDE s'il ne met pas de l'ordre dans ses pratiques. Israël est censé également violer des droits de propriété intellectuels, encore en l'infraction avec les règles d'OCDE. Les USA et les sociétés suisses ont accusé Israël de ne pas respecter les règles de commercialisation au plan international des médicaments produits par sa plus grande compagnie pharmaceutiques, Teva.

La candidature d'Israël à l'OCDE est refusée par les chefs de sa minorité arabe, un cinquième de la population. Le mois dernier le Haut Comité de suivi, principal représentant de cette minorité, a demandé à l'OCDE de rejeter Israël. Il a précisé que la moitié des citoyens arabes d'Israël vivent au-dessous du seuil de pauvreté, un taux trois fois plus élevé que parmi les juifs israéliens, et qu'en moyenne les citoyens arabes moyens gagnent des salaires qui sont inférieurs d'un tiers à ceux des juifs. Mohamed Zeidan, chef du comité, a imputé les disparités dans la richesse à ce qu'il a appelé « les politiques racistes et discriminatoires» d'Israël.

Un autre rapport de l'OCDE, publié en janvier, a montré que, même sur la base des chiffres d'Israël excluant les Palestiniens, si on l'acceptait, Israël aurait toujours les écarts sociaux les plus importants de tous les Etats membres de l'organisation.

La version originale de cet article est parue dans THE NATIONAL (www.thenational.ae), publié à Abu Dhabi.

Note
** Les 30 pays membres de l'OCDE (d'après le site internet de l'OCDE)*
L'OCDE compte trente pays membres :
Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie.

Vingt de ces pays sont devenus membres le 14 décembre 1960, lors de la signature de la Convention relative à l'Organisation. Les autres ont adhéré à l'OCDE au fil des ans.

Dans un protocole additionnel à la Convention de l'OCDE, les pays signataires décidaient que la Communauté européenne, à travers la Commission européenne, « participait aux

travaux de l'OCDE ». Cette participation va bien au-delà de l'octroi d'un simple statut d'observateur et lui accorde en fait un statut de quasi-membre.

Jonathan Cook est un écrivain et journaliste basé à Nazareth, Israël. Ses derniers livres sont « Israël et le choc des civilisations : L'Irak, l'Iran et le plan pour refaire le Moyen-Orient » (Pluton Press) et « la Palestine en voie de disparition : les expérimentations israéliennes sur le désespoir humain » (Zed Books). Son site Web est www.jkcook.net.

La source originale de cet article est The National
Copyright © Jonathan Cook, The National, 2010

Articles Par : Jonathan Cook

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca